

Introduction

Patrick Bruneteaux

Parmi tous les mouvements de lutte que l'histoire a connus, les protestations populaires figurent en bonne place dans l'éventail des actions collectives. Depuis les soulèvements d'esclaves dans l'Antiquité jusqu'aux insurrections ouvrières du XIX^e siècle en passant par les émeutes frumentaires du Moyen Âge et des Temps Modernes, les révoltes des miséreux jalonnent l'histoire mondiale. Les émeutes de la faim, les revendications salariales, les manifestations en vue de réduire les inégalités, les insurrections contre un gouvernement taxateur, scellées sur autant de résistances infra-politiques et de coups bas en coulisse dont les archives judiciaires ne pourront jamais révéler la teneur, ponctuent ainsi la marche des siècles (Hobsbawm 1969 ; Tilly 1986 ; Corbin 1998 ; Scott 2009). Si la question de la mobilisation des dominés constitue à bien des égards un paradoxe, au vu de la pénurie de ressources sur lesquelles s'accordent la plupart des chercheurs des « mobilisations collectives », ou des historiens des *Subaltern Studies* (Pouchepadass 2004), bien peu d'entre eux contesteraient à leur tour l'idée d'une faible capacité à la protestation de ces mêmes couches dominées. Dans la mémoire collective et ce que l'école publique a bien voulu nous en restituer, scintillent encore le combat d'un Spartacus ou

le soulèvement récurrent de nos aïeux affamés. De l'ordre colonial au capitalisme mondialisé en passant par l'impérialisme de l'Antiquité, la lutte des esclaves, serfs et précaires jalonne l'histoire de chaque société. Sans pouvoir toujours se soulever ou engager un conflit collectif, les plus dominés résistent à leur façon : dans la contre-culture (Dabène 2006 : 115-139 ; Pialoux et Corouge 2011), dans la fuite ou ce qu'on appelle le marronnage dans l'espace post-colonial caribéen, dans les simulacres de travail ou même au travers de la dérision carnavalesque (Ndagano 2010), quand cette résilience sociale ne se distille pas au quotidien dans les contes où les puissants sont raillés.

Dans le grand écart ainsi proposé à la réflexion, entre faible appétence sociale à l'action collective et évidence des luttes populaires multiformes contre l'écrasement ou les injustices, les scientifiques tentent de saisir les mécanismes par lesquels les dominés sans ressources et, plus encore, les dominés sous emprise, ayant incorporé l'ordre dominant, parviennent malgré tout à ressentir des frustrations ou des jalousies à l'encontre des groupes de référence ou de l'État quand ce ne sont pas des haines suscitées lors de crises graves où l'appauvrissement oriente vers des solutions armées.

Cette tension s'incarne dans l'action contestataire des Enfants de Don Quichotte. Les SDF, en France, à défaut de se mobiliser, n'avaient pas encore fait l'objet d'une lutte politique en leur nom. Bien plus, le mouvement du canal Saint-Martin a rencontré un large écho dans la population locale et aussi, semble-t-il, dans la population française. De fait, il s'agit de se polariser, avant tout, sur l'originalité même de ce mouvement : son caractère improbable d'apparition, improbable au double sens de son manque total de ressources (argent, légitimité, taille de l'organisation et nombre de militants, expertise) et de son succès immédiat et national, largement répercuté dans les médias étrangers.

C'est l'ampleur inédite de l'entreprise atypique elle-même qui sert de fil directeur à cet ouvrage. La séquence est d'autant plus singulière qu'en France, pour la première fois, des « clochards manifestaient ». L'image est excessive mais elle donne bien à voir le caractère insolite de la mobilisation. Le 15 décembre, il ne se

passait rien du côté des « crève-la-faim ». Deux jours plus tard, une troupe d'aventuriers perforait le journal de 20 heures. En très peu de temps, l'occupation inaugurale des berges du canal Saint-Martin a généré d'autres groupuscules de résistants SDF dans plusieurs villes de France, ainsi que des rencontres entre « logés » et « non-logés », un accès régulier aux grands médias, une perturbation très nette de l'activité politique, ainsi que des segments d'espaces urbains accaparés par les nouveaux protestataires, le vote rapide d'une loi pour « le droit au logement opposable » le 15 mars 2007. Très rapidement, en effet, après avoir été chassés comme des asociaux dérisoires perturbant la voie publique, les « éléments perturbateurs » sont devenus des personnalités reconnues : le gratin de la technocratie sociale est venu s'agenouiller devant les nouveaux héros de la cause des SDF, des plus petites associations accourues pour que leur nom figure sur la « charte du canal », aux grands commis de l'État qui, comme Jean-Louis Borloo, n'ont pas hésité à taper dans le dos de certains militants autour d'un verre de champagne sabré au ministère. En moins d'une semaine, les leaders sont passés du statut de grands inconnus à celui de figures nationales ultra-médiatisées faisant signer dès le 24 décembre leur charte du canal à tous les grands partis politiques, après avoir rassemblé la plupart des grandes organisations sociales en charge des exclus.

C'est cette *précipitation* au triple sens du réactif chimique (rapidité de la mise en lien des acteurs), du débordement (un imprévu qui prend de court le gouvernement) et de la temporalité (immensité du succès sur un court terme favorisant une certaine désécotorisation [Bourdieu 1984 ; Dobry 1986]) qui nous a interrogé. Ce fut un véritable précipité de rassemblements et d'adhésions, ceux des « intéressés » d'abord puis ceux des intermédiaires sociaux, à voix haute ou dans la réclusion des antichambres ministérielles. Il s'agit dès lors de comprendre, non pas seulement une mobilisation sociale de grande ampleur, mais aussi son format improbable : par le profil de ses leaders, son ampleur, sa réussite, l'unanimité qui l'entoure, sa clôture « propre » et sans accroc qui est d'une certaine manière aussi étonnante que son jaillissement. Comme une énigme qui déroge aux canons des variables explicatives plausibles (res-

sources, réputation, ancienneté...), cette action collective conduit à traquer les éléments du « crime » comme dit Marcel Griaule, puisqu'ici le fait social se met en intrigue.

Le mouvement des Enfants de Don Quichotte et son public SDF : quand des intermittents du spectacle vont à la rencontre de parias sociaux

À première vue, l'intrigue se résout assez rapidement puisque, en fait de protestations de « clochards », il s'agit de l'organisation mûrement préparée d'une occupation de terrain par quelques militants improvisés. Presque trait pour trait, le mouvement des Enfants a existé à Portland aux États-Unis, dans l'État du Maine. En juillet 1987, à la suite de la fermeture de deux centres d'hébergement d'urgence, des associations locales (*social service workers*), secondées par un avocat très connu défendant les pauvres, Mitch Snyder, organisent une *tent city* pendant près d'un mois. Un service d'ordre est constitué, pour la sécurité et aussi pour limiter la consommation d'alcool et de drogues. À l'identique, un vestiaire, des commodités et un service pour recevoir les dons se mettent en place. Des réunions sont planifiées. Les résultats ne sont pas aussi importants qu'en France mais, après tout, l'obtention d'un élargissement des droits assistantiels locaux, la réouverture de centres d'urgence dans de meilleures conditions, ne sont pas si éloignées que cela du plan PARSA (Plan d'action renforcé pour les sans abri) et de la loi dite DALO (Droit au logement opposable) acquis en France (Wagner et Cohen 1991 : 543-561). À peu de choses près, les deux actions collectives sont comparables, et les États-Unis ont connu, comme d'autres villes européennes, des mobilisations de ce type¹.

1. La recherche de Wagner et Cohen prétend montrer que les SDF peuvent lutter par eux-mêmes, contre la vision classique d'un groupe apathique, malade, épuisé et astreint à la lutte quotidienne pour la survie. Les chercheurs ont retrouvé 105 SDF ayant participé au campement. Plusieurs problèmes se posent quant à cette vision d'une lutte menée par des SDF. D'abord, des tra-

Toute la différence réside dans l'échelle et la portée des événements. Dans un cas, il s'agit d'une lutte localisée dans une ville. Dans l'autre cas, c'est tout un pays qui va vivre à l'heure du campement du canal Saint-Martin, action collective débouchant sur une réforme politique que d'aucuns appellèrent historique : le droit enfin reconnu au logement. Et l'intrigue se poursuit. Comment comprendre une telle ampleur du phénomène ?

Tout d'abord, il devient nécessaire de penser le travail militant sur le terrain, au milieu des riverains, des associations et des médias. Comment se sont déroulées concrètement dans le temps les relations entre les « gens de rien » – comme dit l'historien André Gueslin – et ceux qui leur ont proposé « un peu mieux » ? Comment se sont orchestrés les liens entre les militants par conscience et les voix dominées qui ont été invitées à s'exprimer sur le campement, et à s'installer dans des tentes au départ largement proposées aux citoyens ? Si ces voix sont largement recouvertes par les chorales des leaders et surtout de leur chef d'orchestre charismatique – Augustin Legrand –, comment les plus éloignés, se demande Lucas Graeff, sont-ils alors abordés, courtisés, traités, présentés aux médias, rétribués et remerciés à la fin du mouvement ? Comment, plus largement, s'interroge Olivier Louail, l'ensemble des organisations présentes vont-elles considérer ces hommes qui, pour certaines d'entre elles, sont des SDF victimes, quand pour d'autres il s'agit de « publics » hébergés dans leurs centres ? Quels effets l'entrée en scène du nouvel acteur protestataire va-t-elle déclencher dans un champ totalement imperméable aux voix des pauvres ou même à des voix prétendant parler en leur nom ?

vailleurs sociaux et un avocat connu ont négocié l'emplacement avec les autorités municipales et ont contribué à l'organisation du campement. Ensuite, il est signalé qu'au moins 10 % des SDF provenaient des *middle class*, ce qui constitue une variable dénaturant la vision de SDF « clochards ». On se trouve en présence d'acteurs sociaux qui disposent de ressources cognitives et qui, de manière générale, s'agrègent facilement aux luttes sociales. Ce sont d'ailleurs eux qui, le plus fréquemment, ont accepté de rencontrer les chercheurs américains (17 sur 55 répondants sur le statut socio-économique). Il est donc plus qu'abusif de parler de mouvement de SDF.

Effectivement, depuis plusieurs centaines d'années, la longue complicité entre l'État et le secteur caritatif, lequel domine mondialement la gestion des surnuméraires – notamment *Salvation Army* ou plus globalement la nébuleuse *Caritas* –, a très rarement été perturbée, sauf dans les courtes parenthèses révolutionnaires où l'État réaffirme sa primauté d'action (Castel 1995), ou lors d'événements singuliers comme l'Appel de l'abbé Pierre en 1954. Comment, au-delà du caractère inédit ou même insolite des Enfants, les nouveaux entrants se sont-ils ou non alignés sur les cadres existants de diagnostic et de pronostic (Contamin 2010 : 58) largement contrôlés par les organismes gestionnaires ? Est-ce que les protestations des Enfants de Don Quichotte ont perturbé le fonctionnement feutré des professionnels du social, laïcs ou religieux ? Autrement dit, s'interroge Patrick Bruneteaux, l'arrivée intempestive d'un acteur collectif imprévu a-t-elle pour autant été imprévisible ? Alors que les militants des Enfants se sont, d'entrée de jeu, réclamés amateurs de la question sociale, intermittents du spectacle totalement éloignés socialement des milieux qu'ils ont appelés à mobiliser, peut-on pour autant en inférer une étrangeté de leurs revendications et de leurs manières de procéder avec les « exclus » ? On le voit, la question de la mise en scène de la population ne procède pas forcément de la spontanéité et d'un cri de dénonciation contre les conditions réservées à ce public dans un pays riche.

Effectivement, il ne s'agit pas d'un mouvement de clochards et, par le haut, il ne s'agit pas non plus d'un mouvement en binôme entre Les Enfants et les SDF. Le groupement de militants par conscience a déployé certaines stratégies tant pour séduire quelques SDF que pour être soutenus par d'autres structures. Et il a aussi visé à contraindre le comportement de ces mêmes SDF afin de séduire les cibles : les associations bien sûr, mais surtout les médias et les acteurs politiques. *Le mode opératoire des leaders* devient un élément central de l'analyse.

Un grand paradoxe anime l'étude des mobilisations des fractions les plus dominées, paysannes ou ouvrières, rurales ou urbaines, de la société esclavagiste, féodale ou capitaliste : plus on progresse

dans le temps, surtout à partir de la fin du XIX^e siècle, et plus apparaissent ce que les Anglo-Saxons appellent des entrepreneurs de cause. Le modèle américain des *contentious politics* a longtemps dominé l'analyse des mouvements sociaux, en insistant sur les paradigmes économico-politiques des structures organisationnelles et des conditions de la mobilisation des ressources, à commencer par l'auto-organisation des « minorités actives ». En marge de cette sociologie disciplinaire, la recherche bourdieusienne de la *fides implicita* a aussi tenté de saisir les modalités du rapt symbolique de la parole des opprimés, la re-présentation du groupe troquant une aliénation pour un coup de force symbolique : parler pour un groupe, c'est s'engager au nom d'un groupe qui n'a pas la parole. Dans le cas des militants par conscience qui viennent se greffer en étrangers sur un groupe qu'ils constituent, les entrepreneurs mènent un double combat. Vers le bas, ils doivent se faire entendre des personnes au nom desquelles ils s'autorisent à inventer un appareillage dramaturgique (appellation, tentes, discours et plateforme revendicative, présentation de soi, actions spectaculaires) pour les mobiliser puis les faire exister. Le fossé existant entre la famille Legrand et les SDF est bien plus prononcé que celui qui se manifeste entre le délégué syndical et sa base. Vers le haut, les instances ainsi « représentatives » doivent parvenir à se rendre suffisamment crédibles pour être entendues, en particulier dans un champ déjà occupé.

La science sociale a enregistré l'importance de ces acteurs individuels (Pierru 2005 ; Péchu 2006 ; Mouchard 2009) qui portent la cause collective des opprimés² depuis les deux derniers siècles.

-
2. Un des indicateurs les plus étonnants de cette dépossession est sans conteste la disparition presque totale du capital collectif féminin. Alors que, dans la lutte des Enfants, quelques femmes sont présentes, passives et plutôt vulnérables, dans celles des Temps Modernes jusqu'à la fin du XIX^e siècle, elles jouent un rôle majeur dans les processus de mobilisation. Au point d'ailleurs de faire peur aux hommes dominants (Corbin 1998 ; Godineau 1999). Penser cette sorte d'émasculatation des forces populaires signifie rejoindre une socio-histoire de la distribution du capital corporel dans les classes populaires et de la pacification des habitus corporels en croisant l'approche foucauldienne des

L'essor prodigieux de la sociologie des mouvements sociaux depuis une vingtaine d'années est concomitant de l'explosion des entreprises de représentation des parias du social dont l'altermondialisme et les mouvements de « sans » documentent une des dernières expressions observables en ce début de troisième millénaire. « Sans-logis », « sans-papiers », « sans-travail », « sans-terre », constituent quelques catégories inventées par ces faiseurs d'histoire qui se sont institués les porte-parole des plus démunis³. C'est surtout à partir du milieu du XIX^e siècle, dans les États industrialisés, que les nouvelles classes paupérisées, les ouvriers pris en tenaille entre le travail exploité et la misère du chômage, vont voir surgir des « intellectuels » prenant fait et cause pour elles. Karl Marx, fils rebelle de patron, rentier informel sur les fonds de son ami capitaliste Engels, assume le premier grand rôle politique de représentation des opprimés. En Occident, si les classes industrielles prennent le relais de la protestation, réduisant les masses paysannes quantitativement en déclin à des manifestations tonitruantes mais résiduelles contre les préfectures (Duclos 1998), la véritable innovation est celle du passage de l'action directe des révoltes et émeutes populaires (Tilly 1986 ; Gambrelle et Trebitsch 1989) à l'action médiée par des « meneurs » externes qui sont doublement extérieurs au groupe. Ils le sont d'abord par leurs origines sociales et leurs modes de vie. Ils le sont ensuite par le type d'organisation qui met « en forme » la lutte et par le répertoire de protestation mis en œuvre. Loin d'être en liens directs avec le groupe qu'ils proclament aider et représenter, ils façonnent une sorte d'armée figurative de la démonstration

disciplines et de la subjectivation, et celle éliásienne, de l'auto-contrainte. On verrait sans doute comment la mise au pas de la classe ouvrière, au carrefour de la morale médicale et religieuse, de l'éducation républicaine et du contrôle des multiples agences du travail social, a d'abord et avant tout visé les femmes, et plus particulièrement leurs capacités à exister dans l'espace public et à se regrouper pour contester l'ordre établi.

3. Bien sûr, l'analyse de l'action des prophètes ne peut être séparée non seulement de l'étude de la mobilisation de leurs ressources en général, mais aussi des connections avec le champ contestataire « multi-organisationnel » (Curtis et Zurcher 1973).

de la protestation, avec ses cadres, ses armes, sa hiérarchie, sa stratégie, ses modalités d'endoctrinement, ses militants ralliés ou ses sympathisants temporairement mobilisés. Des structures comme Droit au logement ou Les Enfants manifestent cette élasticité dans l'invention d'un positionnement symbolique et l'édification d'un encadrement organisationnel de la cause plus ou moins éloignée des réalités vécues des populations visées (Piven et Cloward 1979 ; Wright 1997 ; Maurer 2001). Alors que le XIX^e siècle et la première moitié du XX^e siècle voient l'émergence et la consolidation du mouvement syndical et politique organisé de la classe ouvrière intégrée d'une part et, d'autre part, du mouvement des chômeurs appuyé soit par des organisations propres, soit par les organisations externes, syndicales ou communistes (Demazière et Pignoni 1998), la seconde moitié du XX^e siècle, et surtout le dernier quart de siècle, connaît l'explosion des organisations censées œuvrer en faveur des plus exclus : les mouvements de chômeurs, de femmes violentées, de sans-papiers, de sans-logis, de mal-logés, de sans-droits, de migrants demandeurs d'asile, essaime (Siméant 1998 ; Mathieu 2001 ; Santamaria 2002 ; Havard Duclos 2002 ; Péchu 2006).

C'est dans ce double cadre macro-social de la représentation externe et de la dissémination des luttes sociales (et des populations sous-prolétaires les plus réduites à la survie individualisée) que s'initie un mouvement inédit, d'apparence fort improbable, la lutte des Enfants contre l'abandon des « personnes à la rue ». En particulier, il s'agit de dénoncer les conditions d'hébergement qui leur sont imposées tout en appelant à promouvoir une véritable politique de logement social. Fraction des classes populaires, sous-fraction la plus vulnérabilisée⁴ des chômeurs et des exclus de l'emploi, les surnuméraires à la rue n'ont jamais connu une

4. Dans le groupe des sous-prolétaires, ces acteurs sociaux situés structurellement en dessous du salariat ordinaire, il y a un monde entre les chômeurs encore dotés de dispositions sociales proches du monde ouvrier et les SDF, très isolés, usés psychiquement et qui n'ont, à ce jour, jamais connu de luttes de la taille de celle de l'année 1997-1998 où des chômeurs occupèrent des bureaux ASSEDICS (Maurer 2001) et manifestèrent dans la rue.

mobilisation propre. C'est dans un paysage presque totalement vide de luttes en faveur des sous-prolétaires à la rue (Bruneteaux et Lanzarini 1999) et avec des ressources dérisoires que l'on a assisté à l'émergence soudaine et fulgurante de ce mouvement social inédit. Se pencher sur cette lutte, c'est d'abord tenter de cerner les modalités de la « coopération » entre les « errants » et les dirigeants. Ces derniers décident, souverainement, à un moment donné, de faire œuvre collective sans demander leur avis aux personnes au nom desquelles ils vont déverser un cahier des charges contre les pouvoirs en place. Interroger les ressources initiales de cette action collective débute ainsi par une interrogation sur l'alliance ponctuelle mystérieuse entre les meneurs et la population cible, laquelle fournit rarement plus que sa présence physique et parfois sa voix (Snow et Cress 1996). C'est tout l'intérêt de la contribution de Lucas Graeff autour du façonnage du bon pauvre sur le campement, profilage mis en lumière par les théoriciens de la mobilisation des ressources (Jenkins et Eckert 1986).

Qu'est-ce qui a poussé ces acteurs extérieurs au peuple des rues à prendre fait et cause pour des SDF qui sont repérés par les pouvoirs publics depuis une trentaine d'années ? Pourquoi à ce moment précis ? Par le truchement de quelle alchimie des individus totalement écrasés se sont-ils mis à exister auprès de ces militants extérieurs au mode de vie des surnuméraires ? Une autre question vient immédiatement à l'esprit : au moyen de quels leviers ces acteurs externes s'y sont-ils pris pour faire bouger des personnes cassées et résignées, souvent ivres et souffrants physiquement ? Comment l'élément clé du répertoire d'action, à savoir les tentes et le système du campement sur les bords du canal Saint-Martin (Patrick Bruneteaux, Aurélien Caillaux, Lucas Graeff), a-t-il permis d'articuler logiques immédiates de prestations aux plus démunis et appel universel au principe de justice ? Sur ce thème, plusieurs contributions tentent ainsi de cerner les usages sociaux d'un outil fort ancien de la survie des exclus – les tentes – lequel fut réactualisé dans les luttes sociales par Médecins du Monde (MDM), quelques mois avant les dirigeants des Enfants de Don Quichotte. La tente est utilisée depuis longtemps par les *bobos* ou les *tramps*

américains. Mais, dans le contexte du canal Saint-Martin, haut lieu symbolique du cinéma populaire et de la vie parisienne, l'implantation d'un village de tentes va produire un effet inattendu. De ce fait, la contribution d'Aurélien Caillaux prend toute sa valeur. Si le décor est planté, il reste que l'effet de ces tentes demeurerait imprévisible. Après tout, les tentes plantées par MDM, place de la République, quelque temps avant, n'avaient pas outre mesure suscité de fortes adhésions locales. De quelle manière l'appel à la population et le lien social autour du village ont-ils rendu plus performante la mobilisation ? L'article de Patrick Bruneteaux propose une hypothèse de résolution autour des effets de l'imaginaire social dans un contexte de précarisation, en le croisant aux effets de solidarité renforcés par les spécificités d'un quartier gentrifié aux propriétés sociales particulières.

Comment la rencontre entre les uns et les autres s'est-elle déroulée dans le temps, une fois passé le temps inaugural du premier regroupement sur le campement du canal ? Comment les SDF ont-ils été associés au mouvement lancé en leur nom ? Ont-ils occupé des positions dans la « direction » ? Ont-ils eu un droit de parole et selon quelles modalités ? A-t-on remarqué des différences d'attitudes et de prises de position entre les uns et les autres ? Les contributions de Lucas Graeff s'attachent à fournir un grand nombre de réponses précises à ces questionnements. À partir de quel moment la question des rétributions est-elle apparue et quelles en sont les raisons ? Comment les uns et les autres ont-ils perçu ce à quoi ils avaient droit ? Comment ont-ils vécu la fin de la mobilisation ? Sur ce point, les articles d'Olivier Louail et de Patrick Bruneteaux éclairent le tableau de la fin de la mobilisation du côté des organisateurs comme de celui des « campeurs ».

Mesurer l'efficacité de la mobilisation sociale au travers de ses soutiens externes

Comprendre la relation d'ancrage entre les dirigeants et la population sur le campement ne suffit pas, loin de là, à expliquer la performance générale du mouvement. Car cette action révèle

en fait l'existence d'une multitude d'acteurs contestataires. C'est au travers de ces soutiens sociaux plus larges, dans le secteur associatif, dans l'opinion publique et les médias, que le mouvement s'est ancré.

S'interroger sur cette lutte, c'est de fait porter le regard sur le lien entre la quasi-inexistence de ressources internes et le formidable déploiement de ressources externes : médias courtisés par l'aspect spectaculaire des premières actions de l'intermittent du spectacle Augustin Legrand, intérêt de certains riverains, agrégation rapide de multiples associations nationales puissantes, propositions « d'aides » de la part de la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS, rassemblant les principales associations intervenant auprès des SDF). Comprendre la mobilisation, c'est voir qu'il n'a jamais existé d'un côté Les Enfants et de l'autre l'État mais bien plutôt un « réseau du milieu » : entre les organisations fédératrices d'associations et les acteurs singuliers souvent multi-positionnés, il y a un large spectre qui rapproche toutes sortes d'activistes, de riverains, d'acteurs de la nébuleuse caritative de l'initiative des Enfants de Don Quichotte. Ce réseau du milieu, entre l'État et le groupe protestataire, définit le mouvement comme un champ d'alliances et de conflits multi-organisationnels (Curtis et Zurcher 1973) mais, surtout, comme un ensemble d'instances qui, par paliers successifs, conduisent au pouvoir. Toute une trame de liaisons a pu être identifiée entre ces différents protagonistes qui vont progressivement acquérir une autorité de fait et parvenir à atteindre les instances gouvernementales. On appréciera particulièrement cette *linéarité* de la protestation lors de sa finition, la clôture faisant apparaître nettement une *collaboration* entre la préfecture, la FNARS et les militants mobilisés autour d'Augustin Legrand (Patrick Bruneteaux, Olivier Louail).

Saisir ensuite la performance dans les soutiens plus larges impose de formuler des hypothèses sur les effets sociaux engendrés par l'installation d'un campement de SDF au cœur de la cité. Quelles représentations sociales ont investi le spectacle de miséreux tentant de défendre le droit au logement ? La contribution de Patrick Brune-

teaux vise à rendre compte de ce croisement entre le cadre posé dans l'espace urbain et les logiques de projection des acteurs « domiciliés » dans un contexte de crise mais aussi plus fondamentalement d'une population « post-moderniste » – à commencer par les journalistes – ouverte aux souffrances d'autrui selon des canaux de lisibilité de la « souffrance à distance » et de la « souffrance ensemble », la clé de voûte du modèle atypique des Enfants. Cette sorte de fascination pour ce mouvement inédit interroge la sociologie de la nouveauté (profils des leaders, format du site contestataire) autant que celle de l'activation et réactivation de fonds culturels potentiellement disponibles (par exemple, l'humour bouffon, la souffrance à distance, l'indignation morale, l'appel aux droits). Mais c'est aussi dans la participation de riverains particulièrement prédisposés à s'ouvrir à ce type de lutte, pacifique et festive, que l'effet de « mobilisation » réussit localement. Effectivement, le répertoire d'action des initiateurs accorde une large place aux logiques de la fête (le village solidaire de SDF s'exposant poliment) et de l'inversion sociale (les citoyens dans les tentes pour dormir comme des SDF). Les premières images d'Augustin frappent par leur caractère ludique proche du bouffon étudié par Georges Balandier (1980) : celui qui dit la vérité dans la dérision. Est-ce le pari halluciné d'un Don Quichotte s'attaquant à des moulins à vent (l'État inaccessible) qui va soulever l'enthousiasme d'une opinion publique auparavant charmée par un Coluche candidat à l'élection présidentielle ? Alors que les personnes à la rue ne se sont jamais constituées en comité de soutien autonome⁵, leur accompagnement par des amateurs à la fois comiques et avocats sérieux d'une cause plaidée sur le registre de la scandalisation a-t-il pu réussir justement là où les nouveaux mouvements sociaux ont échoué ? Serait-ce l'effet Don Quichotte lui-même, l'improbable réussite d'une lutte perdue d'avance mise en scène dans l'émoi d'un clown engagé (ses sauts à répétition et déguisés dans la Seine et le canal Saint-Martin), qui

5. Pour une bonne synthèse des travaux internationaux et un terrain au Japon, voir Malinas 2007.

aurait cristallisé les premiers soutiens, et surtout le relai médiatique, avec des journalistes avides de sensations inédites et d'effets visuels ?

Par ailleurs, chacun a pu se rendre compte que le gouvernement, après une période de mépris concernant les leaders, s'est saisi rapidement du dossier, lequel est devenu, dans cette période précédant Noël 2006, et en pleine campagne électorale, une affaire nationale de premier plan. Pourquoi le gouvernement a-t-il changé si rapidement ? Pourquoi, après des siècles de gestion erratique de l'errance, question traditionnellement laissée au bras armé de l'État et aux organisations caritatives, le gouvernement en place s'est-il converti à la cause du « droit au logement opposable » en l'inscrivant rapidement sur l'agenda politique ? Comment comprendre ce basculement inouï du néant vers un droit universel en quelques semaines à peine et sous la pression de quelques dizaines de « marginaux » alignés le long du canal Saint-Martin ?

Pour rendre compte de cet improbable succès, comprendre la greffe entre les entrepreneurs et leur public, l'osmose entre Les Enfants et l'opinion publique, enfin l'alignement de l'État sur les revendications formulées par ce groupe et ses soutiens associatifs, nous avons successivement posé notre regard sur ces différents acteurs, acteurs multiples d'un processus ainsi analytiquement découpé. D'une part, l'improbable succès des leaders et l'importance des ressources associatives (chapitres 1 et 2) ; d'autre part la popularité du mouvement au travers de la mobilisation locale dans le quartier et de sa perception globale dans l'opinion (chapitre 3), de ses acteurs essentiels que sont les sans-abri (chapitre 4) et la famille Legrand (chapitre 5), enfin de son dispositif principal, le campement (chapitre 6) ; en troisième lieu les alliances entre les acteurs contestataires et l'État (chapitres 7 à 9) dans la fermeture pacifiée de l'action protestataire.

Cependant, nous avons aussi voulu conserver une dynamique temporelle, en nous concentrant d'abord sur les facteurs de la mobilisation (chapitres 1 à 6) avant, dans un second temps, d'expliquer la logique de sa clôture (chapitres 7 à 9). Ces derniers chapitres permettent à la fois de saisir comment Les Enfants de Don Quichotte va être reconnue par l'État et le secteur associatif, et de comprendre aussi comment le mouvement prend fin « entre partenaires ».